



Radhi Meddeb  
Président d'IPEMED



Jean-Louis Guigou  
Délégué général d'IPEMED

## L'Europe hier, la Méditerranée aujourd'hui et, demain, l'Afrique ...

Pour nombre d'intellectuels du Nord de la Méditerranée, le modèle européen présente ce que l'histoire, l'intelligence et la raison peuvent concevoir de mieux et d'exceptionnel. Cette vision n'est pas de nature à favoriser la compréhension de l'Autre car l'erreur est de laisser croire que ce modèle a été, en totalité, généré par les Européens au sens étroit du terme. La Méditerranée a été le ciment de l'Europe dont la civilisation et le modèle ont pour contributeurs les Grecs, les Romains mais aussi les Arabes. Ensemble, ils ont façonné la démocratie, imaginé le monothéisme, valorisé la raison, promu l'émancipation et la liberté individuelle devenues depuis des valeurs universelles. Et les révolutions actuelles dans les pays arabes laissent surgir l'aspiration à partager les mêmes valeurs au Nord et au Sud.

**UNE PREMIÈRE VAGUE EN EUROPE**, qui a débuté dans les années 1980 et qui se poursuit, a permis d'élargir le périmètre de la démocratie. Après avoir chassé les dictatures au Portugal, en Espagne et en Grèce ; après avoir contribué à faire tomber le communisme et intégré les pays d'Europe centrale et orientale ; après avoir accompagné la modernisation de la Turquie dans la perspective de son adhésion, l'Union européenne a intégré la Slovaquie, bientôt la Croatie et accepté les candidatures de la

Macédoine, du Monténégro, de l'Albanie et de la Serbie. Un effort politique et financier sans pareil ! Ainsi se dessine un grand ensemble intégré de 500 à 600 millions d'habitants (avec la Turquie) avec des pays associés comme la Norvège et la Suisse.

**UNE DEUXIÈME VAGUE D'ÉLARGISSEMENT** de la démocratie atteint la rive sud de la Méditerranée. Cette deuxième vague a touché d'abord la Tunisie et l'Égypte. Elle va avoir ses effets positifs sur l'ensemble des pays de la rive sud de la Méditerranée et au-delà en Afrique subsaharienne. À terme, plus rien ne sera plus comme avant : les libertés individuelles s'élargiront et les gouvernants devront tenir compte des aspirations légitimes de leurs populations. Mais ces révolutions au Sud interpellent les pays du Nord pour de profonds changements : plus de solidarité, plus de partage de la valeur ajoutée, plus de mobilité, plus de prise en considération du temps long. Une vraie convergence des civilisations pourrait se mettre à l'œuvre entre les pays du Sud et du Nord de la Méditerranée.

**A** lors que ces convergences vont être lentes, des questions à court terme imposeront des réponses précises et ambitieuses. Supposons que le futur pouvoir légitime de la jeune République de Tunisie issu des urnes se tourne vers l'Europe et dépose sa candidature à l'adhésion. Cela questionnerait les fondements de la construction européenne : culturels, méditerranéens et historiques ou simplement géographiques ? Cette interpellation forte de l'Europe devrait l'amener à une double évolution fondatrice : d'abord la création d'une avant-garde et d'un cycle d'intégration communautaire avec la mise en commun de la diplomatie, de la défense et des politiques économiques, autour du couple franco-allemand élargi à ceux qui le souhaitent, ensuite la formulation d'une offre conséquente et à l'élaboration d'un nouveau statut de *membre associé* à l'UE, comme le sont la Norvège et la Suisse. Être membre asso-

cié de l'UE, ce serait reconnaître une communauté de destin et de valeurs, un ancrage définitif et historique beaucoup plus attractif que ne le sont la zone de libre-échange proposée en 1995 à Barcelone, ou le voisinage ou même le statut avancé proposé au Maroc.

**Q** uoiqu'il en soit, l'UE doit faire une offre politique à la hauteur des révolutions engagées par les pays arabes. Ce faisant, elle créerait sur son flanc sud des *dragons* économiques et démocratiques qui tireraient sa croissance et la sortiraient de son engourdissement, voire de son déclin ! Sans réponse audacieuse, ces pays sud-méditerranéens, profiteraient de la mondialisation en passant des accords privilégiés et différenciés avec les États-Unis, la Chine, mais aussi les puissances émergentes. Dans un troisième scénario, certains de ces pays s'installeraient dans l'instabilité, générant insécurité et foyers extrémistes aux portes de l'Europe.

**SI L'EUROPE PRIVILÉGIE** le *statu quo*, si elle ne bouge pas sur l'islam et continue à manipuler les peurs de ses populations, si elle refuse la mise en place de préférences collectives, si elle n'agit pas sur le conflit israélo-palestinien pour imposer une paix juste et durable basée sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, si elle renie ses propres valeurs, si elle a peur de l'Étranger et si elle refuse le redéploiement de son appareil de production au Sud, alors nous n'aurons aucune chance de construire la région méditerranéenne et constituer plus tard l'axe Europe-Méditerranée-Afrique. Mais si l'Europe impulse sa vision à long terme du monde multipolaire, tout peut rapidement évoluer. ■

L'UE DOIT FAIRE UNE OFFRE POLITIQUE À LA HAUTEUR DES RÉVOLUTIONS ENGAGÉES. ELLE CRÉERAIT AINSI DES « DRAGONS » ÉCONOMIQUES ET DÉMOCRATIQUES QUI TIRERAIENT SA CROISSANCE ET LA SORTIRAIENT DE SON ENGOURDISSEMENT.

**ÉNERGIE**

**BP va investir en Égypte**

● La compagnie britannique de recherche, d'extraction, de raffinage et de vente de pétrole, British Petroleum, va mettre en place un projet de gaz naturel en Égypte avec des investissements de près de 11 milliards de dollars. Le président de la société, Robert Dudley, a précisé que ce projet permettra la création de 5 000 emplois sur cinq ans.

Il a ajouté que la grande partie de ces investissements seront réalisés dans la région de la Méditerranée occidentale. Le responsable a par ailleurs relevé qu'une partie des investissements de la société en Égypte seront

destinés au développement de petites et moyennes entreprises spécialisées dans le domaine du gaz naturel.



▶ Robert Dudley, président de British Petroleum.

**FORMATION**

**Tanger Med inaugure son Institut de formation**



● L'Institut de formation aux métiers de l'industrie automobile (Ifmia) de Tanger Med, destiné à la formation des opérateurs, techniciens et cadres de la nouvelle usine de l'alliance Renault-Nissan, a été inauguré le 22 mars dans le complexe industriel Renault situé dans la commune rurale de Melloussa. La création de cet institut a nécessité une enveloppe de 8 millions d'euros apportés par l'État marocain avec le concours de l'Agence française de développement (AFD). L'Institut a pour mission

d'assurer des formations à l'embauche et des formations continues aux futurs employés de la nouvelle usine de Tanger ainsi qu'à ceux des équipementiers automobiles. Administré par le groupe Renault dans le cadre d'un accord public-privé, l'Ifmia, qui doit entrer en service en avril prochain, doit accueillir, à terme, 250 stagiaires. Trois autres instituts similaires seront mis en service en 2012 à Casablanca, dans la zone franche d'exportation de Tanger (TFZ) et à Kénitra, pour un coût global de 28 millions d'euros.

**NUCLÉAIRE**

**Ankara ne renonce pas à son programme**

● Le président turc, Abdullah Gül, a déclaré le 17 mars que la Turquie ne devait pas renoncer à son projet de construction d'une première centrale nucléaire, en dépit de l'accident nucléaire survenu au Japon, estimant que son pays était déjà «en retard» par rapport à d'autres. Pour mémoire, Ankara et Moscou ont conclu un accord en 2010 pour construire un réacteur à Akkuyu, dans la province de Mersin (Sud). De son côté, le ministre de l'Énergie, Taner Yildiz, a indiqué que les négociations se poursuivaient avec le Japon pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire à Sinop (Nord). Le gouvernement turc projette de construire trois centrales d'ici à cinq ans.



▶ Dmitri Medvedev, président de la Fédération de Russie, et Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre turc.



▶ Construction d'une maison de l'Environnement dans le futur parc Dounya, proche d'Alger. Au fond, la ville de Dely Brahim.

**TOURISME**

**Les Émirats investissent en Algérie**

● Deux conventions d'investissements pour un parc de loisirs et un hôtel cinq étoiles d'un montant de plus de 5 milliards de dollars ont été signées fin mars après quatre ans de négociations par des partenaires algérien et émirati. Le projet du parc Dounya, d'une superficie de 800 hectares au Nord-Ouest d'Alger, coûtera

environ 5,2 milliards de dollars et devrait générer plus de 8 750 emplois directs, selon ses concepteurs. Le plan comporte un grand parc, des espaces verts, aires récréatives et installations éducatives, un hôpital, une école internationale, des résidences, villas et logements notamment. «Après quatre années de négociations, nous allons réaliser le plus grand projet d'investissement de la dernière décennie», a indiqué le directeur général de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) algérienne, Abdelkrim Mansouri, l'un des deux partenaires avec le groupe Emirates International Investment Company (EIIC).

**RÉPÉRIE**

**2,3 milliards** €

C'est le montant des investissements directs étrangers (IDE) au Maroc en 2010, selon la dernière étude «Invest In Med» (mars 2011). Cela correspond au plus faible niveau depuis 2005, où les IDE annoncés s'élevaient à 1,6 milliard d'euros. Le principal pays d'origine d'IDE au Maroc reste la France, avec en moyenne 1 milliard d'euros par an depuis 2008. L'Espagne arrive deuxième (339 millions d'euros), suivie du Koweït (327 millions d'euros).

**IDE au Maroc** En euros, moyenne annuelle depuis 2008

Pays	Montant (millions d'euros)
France	1 milliard
Espagne	339 millions
Koweït	327 millions
Autres	-

**AGRICULTURE**

**Tunisie : la Banque mondiale finance deux projets agricoles**

● La Banque mondiale va contribuer au financement de deux nouveaux projets agricoles en Tunisie. Le premier, d'un montant de 45 millions d'euros durant la période 2011-2015, concerne la deuxième tranche des travaux de gestion des ressources naturelles dans trois gouvernorats (Jendouba, Kasserine et Médenine). Il permettra d'améliorer les revenus d'environ 733 000 habitants. Le deuxième porte sur le développement, grâce à une enveloppe de 40 millions d'euros, des zones forestières et montagneuses du Nord-Est de la Tunisie. Son objectif est d'améliorer les conditions socio-économiques des habitants des régions de Jendouba, du Kef et de Bizerte.

C'est peu dire que le Printemps arabe a révélé de manière cruelle l'immobilisme de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Après un démarrage tonitruant en juillet 2008, cette institution promise à prendre le relais du processus de Barcelone a été victime de plusieurs accidents de route. À la fois otage des rivalités diplomatiques européennes (notamment entre la France et l'Allemagne) mais aussi du conflit israélo-arabe, l'UPM n'a enregistré que de maigres succès avec, entre autre, le renforcement du Plan solaire méditerranéen et la création d'un secrétariat général. Ce dernier a toutefois peiné à se faire entendre faute de budget conséquent et de soutien dans les chancelleries européennes (lire ci-dessous). Alors que le monde arabe est engagé dans un processus de transformation historique, la question est de savoir si l'UPM est à la hauteur de l'enjeu. Premier constat, personne ne défend le *statu quo*. À Paris, le gouvernement reconnaît que la dimension politique du rapprochement euro-méditerranéen ne peut plus être ignorée. Pour nombre d'experts, l'UPM ne peut plus se contenter de n'être qu'une union de projets économiques, ce qui était une manière plus ou moins habile d'éviter de se confronter sur le plan politique aux dictatures du Sud de la Méditerranée. «L'UPM dans sa vision 'apolitique' a vécu», relève ainsi Beligh Nabli, directeur de recherche à l'Iris à Paris. De même, cette Union ne pourra ignorer le rôle des sociétés civiles et ne pas intégrer les ONG dans ses mécanismes de décision et de concertation.

**NÉCESSITÉ** Dès sa nomination au ministère français des Affaires étrangères, Alain Juppé, ancien membre du Comité de parrainage politique d'Ipemed, a estimé utile «la refondation de l'UPM» tout en insistant sur le fait que cette instance est une «*idée plus nécessaire que jamais*». Une position qui a trouvé un écho favorable en Espagne, en Italie et même en Grande-Bretagne, les gouvernements de ces trois

**L'IDÉE D'UNE CONFÉRENCE RÉGIONALE QUI JETTERAIT LES BASES D'UN PROCESSUS PLUS AMBITIEUX QUE L'UPM ET DONT LE LANCEMENT SE FERAIT UNE FOIS LA SITUATION STABILISÉE AU SUD DE LA MÉDITERRANÉE COMMENCE À ÉMERGER.**



► Selon Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, la refondation de l'UPM est «plus nécessaire que jamais».

pays jugeant urgente la relance de l'UPM de façon à accompagner les mouvements de démocratisation au Sud de la Méditerranée. À l'inverse, l'Allemagne a opposé un silence qui témoigne de sa réticence à engager trop vite une réforme de l'UPM. Pour Berlin, il semble important d'attendre de voir sur quoi va déboucher le «Printemps arabe». Au Sud de la Méditerranée, les préoccupations des dirigeants sont ailleurs. En Tunisie comme en Égypte, le premier souci est d'empêcher que les difficultés économiques ne fassent déraiper la transition démocratique. Un objectif auquel l'UPM ne peut répondre en l'état actuel, contrairement à l'Union européenne. Dans d'autres capitales du Sud de la Méditerranée, l'urgence est à désamorcer les contestations montantes et, là aussi, l'UPM n'est guère utile.

**LÉGITIMATION DÉMOCRATIQUE** Du coup, émerge l'idée d'une conférence régionale qui jetterait les bases d'un processus plus ambitieux que l'UPM et dont le lancement se ferait une fois la situation stabilisée au Sud de la Méditerranée. Il s'agirait d'un *Barcelone ter* ou d'une *UPM bis* dont les compétences seraient renforcées avec notamment la création d'une Banque méditerranéenne pour le financement de projets et d'un forum régional pour les questions de démocratie, de coopération et de sécurité. Mais quelle que soit la solution retenue, le succès de la refondation de l'UPM passe par son appropriation par les peuples et par sa légitimation démocratique. «Après l'échec du processus de Barcelone, puis celui de l'UPM, les peuples de la Méditerranée ne supporteront pas un troisième échec», relève Michel Vauzelle, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ce dernier plaide pour la mise en place «d'une communauté de destin économique, sociale et humaine» entre les deux rives de la Méditerranée. Une manière de rappeler que l'on ne peut bâtir une union en se limitant aux seuls aspects sécuritaires et d'immigration.

■ Akram Belkaid, journaliste

## EN BREF

### Un secrétaire général par intérim

● Début mars, la coprésidence franco-égyptienne de l'Union pour la Méditerranée a investi l'Italien Lino Cardarelli en tant que secrétaire général par intérim de l'UPM. Le 4 mars, l'Assemblée parlementaire de l'UPM a entériné ce choix qui tourne donc une nouvelle page dans l'histoire de cette insti-



► Lino Cardarelli

tution après la démission du Jordanien Ahmad Masa'deh, le 26 janvier 2011. Lino Cardarelli occupait déjà le poste de sc adjoint en charge du financement des projets et du développement économique, c'est-à-dire le cœur de l'UPM. «Je veux faire du secrétariat général une vraie 'success-story' qui servira nos peuples des deux rives de la Méditerranée. Nous allons continuer notre mission avec enthousiasme et le voyage qu'a débuté Ahmad Masa'deh malgré un environnement difficile», a déclaré le nouveau secrétaire général par intérim.

### L'AP-UpM soutient les transitions démocratiques

● Réunis à Rome les 3 et 4 mars, les parlementaires des pays du pourtour méditerranéen ont exprimé leur soutien aux mouvements de mobilisation en faveur de la transition démocratique dans la région. Pour mémoire, l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UPM) réunit quelque 280 députés issus de tous les pays membres de l'Union pour la Méditerranée. Pour cette instance, «les pays du Sud de la Méditerranée ont connu des changements inimaginables qui



► Tokia Saïfi

ont créé l'incertitude et une crise grave dans la région, mais aussi une

occasion pour remodeler le processus initié par l'Union pour la Méditerranée». De son côté, la députée française Tokia Saïfi, qui préside la commission politique de l'AP-UPM, a estimé que l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée est le seul «organe capable d'agir dans ces circonstances difficiles».

# ALGÉRIE-MAROC Partenariat énergétique en vue

**DÉBUT MARS, L'ALGÉRIE A ANNONCÉ SON INTENTION D'APPROVISIONNER LE MAROC EN GAZ NATUREL À PARTIR DU GISEMENT DE HASSI R'MEL. UN PAS VERS UNE VÉRITABLE COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE QUI A DÉMARRÉ AU DÉBUT DES ANNÉES 1970.**

Les révolutions arabes ne sont peut-être pas l'unique évolution notable au Sud de la Méditerranée. Depuis la fin 2010, les observateurs notent ainsi un frémissement dans les relations algéro-marocaines marquées par des tensions récurrentes en raison de la question de l'avenir du Sahara occidental. Début mars, l'Algérie a ainsi annoncé son intention d'approvisionner le Maroc en gaz naturel à partir du gisement de Hassi R'mel. L'annonce a été faite par le ministre de l'Énergie et des Mines, Youcef Yousfi, lors d'une visite, dans cette région du Sud algérien effectuée en compagnie de son homologue marocaine Amina Benkhadra, ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement. «*C'est un pas important en direction de la création d'un véritable partenariat énergétique*», juge un haut responsable algérien qui confie que «*d'autres projets sont à l'étude*». De fait, l'énergie est peut-être l'un des rares domaines où les deux pays voisins ont mis en place une coopération durable, cette dernière remontant au début des années 1970. Pour mémoire, Alger et Rabat ont déjà annoncé qu'ils souhaitaient mettre en place un marché maghrébin

de l'électricité en vue de son intégration au marché européen. Bien entendu, les échanges d'électricité entre les deux pays restent infimes puisque l'interconnexion électrique entre eux ne concerne qu'1 % des capacités. «*Mais elle a le mérite d'exister et elle fournira le socle pour d'autres projets*», relève-t-on au ministère algérien de l'Énergie. De fait, une interconnexion de 400 kV relie déjà l'Algérie au Maroc et des exportations se font déjà en direction de ce dernier. De plus, Youcef Yousfi a ajouté que la coopération énergétique algéro-marocaine se traduira aussi par la conclusion prochaine d'un partenariat entre Sonelgaz et le bureau national de l'électricité et gaz du Maroc.

**ALLER PLUS LOIN** Mais il reste aux deux pays à aller plus loin. Esquissé dès le début des années 1970, envisagé après la création de l'Union du Maghreb arabe en 1989, le rapprochement entre les deux champions nationaux Sonatrach (pétrole et gaz algériens) et l'Office chérifien des phosphates (ocp) reste un vœu pieu. Très présente dans les publications à propos des deux pays mais aussi très en vogue à Washington, l'idée de ce rapprochement repose sur une combinaison de l'énergie algérienne et des phosphates marocains. Le principe est simple. L'Algérie dispose de gaz naturel en abondance mais aussi de soufre et d'ammoniac. Le Maroc, quant à lui, possède plus de 40 % des réserves mondiales de phosphates mais il lui manque l'énergie pour les transformer en engrais. On le devine, la coopération entre Sonatrach et l'ocp coule de source. Reste à

Youcef Yousfi, ministre algérien de l'Énergie et des Mines, et son homologue marocaine, Amina Benkhadra.



## Échanges: le think tank Care propose un corridor commercial

● L'un des points épineux dans les relations algéro-marocaines concerne la fermeture de la frontière terrestre entre les deux pays depuis 1994. Cette situation fait obstacle aux échanges commerciaux et pénalise économiquement les régions frontalières notamment celle d'Oujda. Décidé à faire des propositions constructives, le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), un think tank algérien, propose de s'inspirer de certains exemples dans le monde en mettant en place un corridor commercial entre les deux pays. Une solution transitoire en attendant que Rabat et Alger ne règlent

tous les problèmes qui empêchent une ouverture totale de la frontière. L'un des exemples à suivre cité par Care est celui de la Chine et de l'Inde. Ces deux pays, qui se sont déjà affrontés militairement et restent rivaux sur le plan économique, ont décidé de favoriser le *nearshoring*, c'est-à-dire le fait de délocaliser une activité économique, mais dans une autre région du même pays ou dans un pays proche et cela contrairement à l'*offshoring*. «*Ce corridor économique pourrait être constitué*

*d'un point de passage maritime et d'un point de passage terrestre à travers lequel seules les marchandises et les convois humanitaires seraient autorisés à passer*», relève Slim Othmani,

PDG de l'entreprise algérienne NCA Rouiba. Conscient des susceptibilités régionales, celui qui est aussi membre fondateur et vice-président de Care propose la mise en place d'un observatoire du corridor avec comme principaux gestionnaires le Maroc et l'Algérie (à travers leurs ministères du commerce respectifs) et les trois autres pays de l'UMA (Libye, Mauritanie et Tunisie) en tant qu'observateurs. «*L'idée, facile à mettre en œuvre, libèrera les énergies et facilitera les flux Nord-Sud (Maghreb-Europe) et Sud-Sud (intermaghrébins)*», conclut Slim Othmani.





► Hassi R'mel, dans le Sahara algérien, est le plus grand gisement de gaz naturel du continent africain.

► Siège de la Sonatrach, le géant du pétrole et du gaz algériens, à Oran.

savoir si ce rapprochement peut précéder l'amélioration du climat politique entre les deux pays (et, pourquoi pas, y conduire) ou s'il en dépend. Les experts restent partagés. Certains estiment que rien ne s'oppose à ce que Sonatrach et OCP discutent d'un partenariat tandis que d'autres insistent sur le caractère stratégique de ces deux entreprises ce qui conditionne toute négociation entre elles à un feu vert politique. «*Si les dirigeants algérien et marocain veulent s'engager dans la construction maghrébine, ils peuvent donner leur aval à ces discussions en mettant de côté les autres dossiers épineux dont celui du Sahara*», relève un économiste maghrébin qui craint que la fenêtre d'opportunité ne finisse par se refermer.

**RESTE À SAVOIR SI LE RAPPROCHEMENT ENTRE SONATRACH ET OCP PEUT PRÉCÉDER L'AMÉLIORATION DU CLIMAT POLITIQUE ENTRE LES DEUX PAYS OU S'IL EN DÉPEND.**

D'autres spécialistes, partisans d'un rapprochement entre les deux pays, avancent une autre piste de partenariat. Ils relèvent que l'Algérie et le Maroc étudient séparément, et sans aucune concertation, la possibilité de développer l'énergie nucléaire. Là aussi, l'idée de base est simple : Alger et Rabat s'entendraient pour construire une centrale commune dans une zone frontalière. Cela permettrait une coordination en matière de projets de nucléaire civil – à laquelle la Tunisie serait associée – et la création d'un «*facteur d'irréversibilité*» en matière de stabilité entre l'Algérie et le Maroc. Ce scénario peut sembler irréaliste mais à l'heure des grands bouleversements arabes, rien ne dit qu'il ne verra jamais le jour...

Lyes Si Zoubir

## La monnaie commune, une piste pour l'intégration économique

● Comment doper les échanges commerciaux entre l'Algérie et le Maroc et contribuer ainsi à l'intégration économique maghrébine? Camille Sari, spécialiste des monnaies et de la finance internationale et membre de Confrontations Europe, un think tank spécialisé sur les questions européennes, avance une idée originale dans un ouvrage à lire pour tous ceux qui s'intéressent à la construction maghrébine<sup>(1)</sup>. Dans ce livre consacré à la convergence économique, il propose la mise en place d'une monnaie commune, à savoir le *dinrham* (contraction des mots *dinar*, la monnaie algérienne et le *dirham*, la monnaie marocaine) qui cohabiterait avec les

devises nationales. Pour Camille Sari, le *dinrham* devrait «*faciliter les échanges de biens, de services et de capitaux sans altérer le droit de battre la monnaie de chaque État*», une précision de taille quand on connaît l'attention extrême des deux pays pour leur souveraineté... Mais l'ouvrage ne se limite pas à évoquer cette seule piste monétaire. En listant les opportunités économiques entre les deux pays et en plaidant notamment pour une meilleure coordination des politiques économiques, l'expert estime que le taux d'échange entre pays du Maghreb pourrait facilement passer de 2 à 40%!

(1) «Algérie et Maroc, quelles convergences économiques», Editions Cabrera en partenariat avec Gnôsis – éditions de France, 449 pages, 19,90 €.

## Signature d'un mémorandum de coopération dans le domaine de l'eau

● Avec l'énergie, l'eau est l'un des éléments de rapprochement entre l'Algérie et le Maroc. Le 18 mars, les deux pays ont signé à Rabat un mémorandum de coopération dans le domaine des ressources en eau, dans le but de promouvoir la coopération bilatérale. Cet accord, paraphé par Abdelmalek Sellal, ministre algérien des Ressources en eau et Amina Benkhadra, ministre marocaine de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement prévoit le développement de la coopération notamment dans les domaines de l'irrigation, de l'hydraulique, de la gestion des barrages, du



► Abdelmalek Sellal, ministre algérien des Ressources en eau.

transfert des eaux ainsi que dans le dessalement de l'eau de mer. Il prévoit, comme première étape, la tenue, le 18 avril prochain à Alger, d'une réunion du comité bilatéral des directeurs généraux des deux ministères pour aborder notamment les domaines de la gestion de l'eau, l'assainissement et l'épuration des eaux ainsi que le dessalement de l'eau de mer.



TUNISIE, ÉGYPTÉ, MÉDITERRANÉE

# L'Europe doit agir et vite !

Le texte suivant est un appel lancé en janvier dernier par les membres du Comité de parrainage politique d'Ipemed. Il s'inscrit dans une réflexion continue à propos du rapprochement des deux rives de la Méditerranée. Le document a été repris par la presse de plusieurs pays notamment en France, en Algérie, en Tunisie et en Égypte.

**N**ous, membres du Comité de parrainage politique de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed), saluons et soutenons la rupture historique qui vient de s'opérer en Tunisie, et l'extraordinaire courage de son peuple, jeunes, hommes et femmes ! C'est un bouleversement majeur dont les effets sont d'ores et déjà ressentis dans tout le Sud et l'Est de

la Méditerranée à commencer par l'Égypte dont le peuple revendique, lui aussi, le changement. Ces mouvements spontanés marquent une aspiration profonde à la fin de la période post-coloniale et à la modernité politique, économique et sociale. Avec ce mur de la peur qui vient de tomber, la fierté des peuples est restaurée et de nouvelles perspectives s'ouvrent pour l'ensemble de l'espace euro-méditerranéen.

**SORTIR DU SILENCE** En Europe, comme ailleurs, le silence ou l'indifférence sont intolérables. Il faut prendre l'exacte mesure de ce qui se passe au Sud de la Méditerranée. La paupérisation des populations et la désespérance économique et sociale comme le refus du népotisme, de l'affairisme et de la prédation, qui ont affecté toutes les catégories sociales, expliquent l'intensité du rejet des régimes en place. Mais il y a plus. Le manque de dignité et de libertés individuelles, le viol constant des droits fondamentaux de la personne humaine et l'aspiration à l'État de droit, poussent les populations à prendre leur destin en main et à démontrer qu'aucune dictature n'est éternelle.

Il ne faut pas se leurrer. Le chemin vers des systèmes politiques légitimes est semé d'embûches. C'est pourquoi l'Union européenne doit sortir de son silence et prendre d'urgence ses responsabilités. Il faut aider la Tunisie dès aujourd'hui, notamment dans le domaine économique pour éviter de

Les treize signataires de l'appel.



**Georges Corm**  
ANCIEN MINISTRE  
DES FINANCES,  
LIBAN



**Kemal Dervis**  
ANCIEN MINISTRE  
DES AFFAIRES  
ÉCONOMIQUES,  
TURQUIE



**Iqbal Gharbi**  
UNIVERSITAIRE,  
TUNISIE



**Günter Gloser**  
DÉPUTÉ AU  
BUNDESTAG,  
ALLEMAGNE



**Élisabeth Guigou**  
VICE-PRÉSIDENTE  
DE L'ASSEMBLÉE  
NATIONALE, FRANCE



**Abderrahmane  
Hadj Nacer**  
ANCIEN GOUVERNEUR  
DE LA BANQUE  
D'ALGÉRIE



Réunion du Comité de parrainage politique d'Ipemed. De gauche à droite : Georges Corm, Fathallah Oualalou, Abderrahmane Hadj Nacer, Miguel Angel Moratinos, Hubert Védrine, Jean-Louis Guigou et Carmen Romero-Lopez.

faire dérapier la transition qui s'engage. Des mesures concrètes peuvent être rapidement décidées. La Banque centrale européenne comme la Banque européenne d'investissement ont ainsi la possibilité de proposer des mécanismes de soutien aux acteurs et institutions économiques tunisiens. Ce serait un signal clair adressé aux marchés financiers et aux agences de notation dont certaines ont salué le processus de démocratisation en dégradant la note souveraine de la Tunisie...

**S'ENGAGER SUR LE PLAN POLITIQUE** L'Europe doit aussi s'engager sur le plan politique. Il ne s'agit pas pour elle de se focaliser uniquement sur l'organisation et le déroulement d'élections transparentes. Il faut aussi et surtout des mesures d'accompagnement et de soutien aux processus de transition. Dans le respect de la souveraineté des États du Sud et sans paternalisme, l'Europe doit dorénavant contribuer à la modernisation des paysages politiques et soutenir la mise en place de mécanismes de bonne gouvernance et de construction d'un champ politique pluraliste. Ses leaders doivent multiplier les démonstrations pour signifier que ces populations et leurs chefs ne sont pas seuls dans les défis qu'ils affrontent. Mais ce n'est pas seulement l'affaire des gouvernements. En Europe, les parlements, les partis, les fondations politiques et les ONG, sans oublier les collectivités locales, doivent aider à l'émergence de structures politiques et à l'organisation des socié-

tés civiles. Tout cela passe par la nécessité d'une nouvelle offre européenne à la mesure de l'enjeu et liée à la reconnaissance et au soutien de la transition démocratique. Une offre qui doit notamment intégrer le développement de coopérations techniques, l'attribution plus systématique de bourses d'études pour les étudiants et les fonctionnaires du Sud, ainsi qu'une plus grande souplesse dans l'octroi des visas.

**ENJEU CRUCIAL** Mais il faut aller plus loin. La démocratisation des rives sud et est de la Méditerranée et au-delà de toute l'Afrique, est un enjeu stratégique pour l'Union européenne toute entière. Il lui faut donc admettre qu'il existe entre ces deux rives un socle d'aspirations et de valeurs communes. Les populations du Sud ne cessent de réclamer leur droit à l'État de droit et à l'alternance politique. L'Europe doit les entendre et accorder un soutien accru aux sociétés civiles qui, jour après jour, clament leur soif de changement et démontrent avec courage leur maturité. De même, doit-elle prendre conscience que la région euro-méditerranéenne a besoin d'une politique plus ambitieuse. Une intégration régionale plus poussée entre les deux rives de la Méditerranée permettrait à toute l'Europe et à l'Afrique de mieux affronter les défis de la globalisation.

L'enjeu est crucial, les pistes sont nombreuses, c'est pourquoi nous pensons qu'il est urgent qu'un Conseil européen exceptionnel soit réuni pour prendre la mesure de la situation au Sud de la Méditerranée et pour décider d'une politique de voisinage aussi ambitieuse et volontariste que celle qui concerne les pays d'Europe de l'est. Il faut que ce Conseil exceptionnel lance l'idée de politiques euro-méditerranéennes communes sur l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire. Un débat stratégique, auquel doit être nécessairement associée la Turquie, acteur clé de toute la région euro-méditerranéenne, sur une nouvelle approche de l'UE au Sud de la Méditerranée, démontrerait que les Européens sont à la hauteur des enjeux.

En 1988, face au soulèvement de la population algérienne, nous n'avons pu mesurer la demande légitime de justice, de liberté et d'alternance politique, vingt-deux ans plus tard faisons en sorte que nous ne commettions pas les mêmes erreurs. Trop de morts ont montré le coût exorbitant des impasses politiques et de la cécité internationale. L'Europe doit être au rendez-vous de ce chapitre de l'histoire méditerranéenne et mondiale que la révolution tunisienne est en train d'écrire. ■

**LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE COMME LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT PEUVENT PROPOSER DES MÉCANISMES DE SOUTIEN AUX ACTEURS ET INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES TUNISIENS.**



**Mouloud Hamrouche**  
ANCIEN PREMIER MINISTRE, ALGÉRIE



**Denis MacShane**  
DÉPUTÉ À LA CHAMBRE DES COMMUNES, ROYAUME-UNI



**Fathallah Oualalou**  
ANCIEN MINISTRE DES FINANCES, MAROC



**Josep Piqué**  
ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, ESPAGNE



**Carmen Romero López**  
DÉPUTÉE EUROPÉENNE, ESPAGNE



**Javier Solana**  
ANCIEN HAUT REPRÉSENTANT POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE EN EUROPE, ESPAGNE



**Hubert Védrine**  
ANCIEN MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, FRANCE

# Renouvellement dans les instances de gouvernance

Le conseil d'administration (CA) d'Ipemed, réuni sous la présidence de Radhi Meddeb, lundi 14 mars 2011, a approuvé plusieurs changements au sein des organes de gouvernance d'Ipemed. Au sein du Comité de parrainage politique (CPP), il a entériné la démission d'Élisabeth Guigou de la coprésidence du Comité. Fortement

engagée dans le processus euro-méditerranéen, Madame Guigou reste membre du CPP. Le CA a aussi noté les démissions d'Alain Juppé et

Jean-Pierre Jouyet du CPP. De fait, le statut de membre du Comité de parrainage politique – qui exige de ne pas avoir de responsabilités politiques officielles autres qu'électorales – n'est pas compatible avec leurs fonctions actuelles (ministre des Affaires étrangères et président de

l'Autorité des marchés financiers). Le Comité de parrainage politique a également enregistré l'arrivée de plusieurs nouveaux membres parmi lesquels Miguel Angel Moratinos (ancien ministre des Affaires étrangères, Espagne), Iqbal Gharbi (universitaire, Tunisie), Günter Gloser (député, Allemagne), Denis McShane (député, Grande-Bretagne), Javier Solana (ancien haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune en Europe), Yadh Ben Achour (ancien doyen, membre de l'Institut de droit international, Tunisie). Par ailleurs, Aziz Milad a démissionné de ses fonctions de vice-président du conseil de surveillance tandis qu'a été suspendue l'adhésion du groupe TRS en qualité de membre fondateur d'Ipemed.

**MODIFICATIONS** La composition du conseil d'administration est modifiée. Guillaume Mortelier a quitté le conseil d'administration et ses

fonctions de trésorier. Âgé de trente-trois ans, polytechnicien (promotion 1998), il assurera à temps partiel la direction des études d'Ipemed. Toujours au sein du CA, Éric Diamantis a été nommé trésorier à titre provisoire. De son côté, Jacques Ould Aoudia, membre du collège des administrateurs experts, a été nommé secrétaire du CA en remplacement de Jemal Ould Mohamed. De même, il a été entériné la cooptation de Zineb Abbad El Andaloussi, gérante à la Banque Rothschild, ainsi que celle de Gilles Berhault, tous deux au titre du collège des administrateurs experts du CA d'Ipemed.

Enfin, le conseil d'administration a créé une commission *ad hoc*, coprésidée par Bettina Laville et Abderrahmane Hadj Nacer, pour réfléchir aux modalités de fonctionnement des différentes instances de gouvernement de l'institut. Des préconisations seront présentées lors du prochain CA.



**Zineb Abbad El Andaloussi**  
GÉRANTE À LA  
BANQUE ROTHSCHILD



**Gilles Berhault**  
PRÉSIDENT D'ACID

Ils font désormais partie du Comité de parrainage politique...



**Miguel Angel Moratinos**  
ANCIEN MINISTRE DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
ESPAGNE



**Iqbal Gharbi**  
UNIVERSITAIRE,  
TUNISIE



**Günter Gloser**  
DÉPUTÉ AU BUNDESTAG,  
ALLEMAGNE



**Denis MacShane**  
DÉPUTÉ À LA CHAMBRE  
DES COMMUNES,  
ROYAUME-UNI



**Javier Solana**  
ANCIEN HAUT REPRÉSENTANT  
POUR LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ  
COMMUNE EN EUROPE,  
ESPAGNE



**Yadh Ben Achour**  
ANCIEN DOYEN, MEMBRE  
DE L'INSTITUT DE DROIT  
INTERNATIONAL, TUNISIE



Radhi Meddeb, président du conseil d'administration d'Ipemed, a été nommé administrateur de la Banque centrale de Tunisie.

## DES NOUVEAUX PARTENAIRES

● Ipemed a enregistré les adhésions de trois entreprises, RTE, Sanofi-Aventis, Renault, approuvées à l'unanimité par le conseil d'administration. Ces adhésions seront effectives après versement par les dites entreprises de leur cotisation annuelle et la signature du protocole d'adhésion. *IpemedNews* reviendra dans une prochaine livraison sur ces adhésions.



RTE, le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité français, rejoint Ipemed.